

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-bataille-Venezuela>

La bataille Venezuela

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mardi 7 septembre 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Dans la dispute pour l'hégémonie idéologique en Amérique latine, deux épreuves décisives se déroulent les prochaines semaines : élections législatives au Venezuela, le 26 septembre, et scrutin présidentiel au Brésil, le 3 octobre. Si la gauche démocratique ne venait pas à l'emporter dans ce pays-géant, le pendule politique s'inclinerait, à l'échelle continentale, vers la droite qui gouverne déjà dans sept pays : Chili, Colombie, Costa Rica, Honduras, Mexique, Panama et Pérou. Mais une telle éventualité semble peu probable ; José Serra, candidat du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), pourra difficilement s'imposer face à Dilma Rousseff, du Parti des travailleurs (PT), candidate soutenue par le très populaire président sortant Luiz Inacio Lula da Silva, qui, si la Constitution l'avait permis, eût été facilement réélu pour un troisième mandat.

L'affaire étant pour ainsi dire réglée au Brésil, les forces conservatrices internationales concentrent leurs attaques sur l'autre front, le Venezuela, dans l'espoir d'affaiblir le président Hugo Chavez et la Révolution bolivarienne. Ce qui s'y joue, c'est la désignation des 165 députés à l'Assemblée nationale (il n'y a pas de Sénat). Avec une particularité : les élus sortants sont presque tous « chavistes », l'opposition ayant refusé de participer au précédent scrutin de 2005. Cette fois, elle n'a pas commis la même erreur ; un assemblage hétéroclite de partis et d'organisations [1], agrégés par la haine anti-Chavez, se présente sous le sigle commun du MUD (Mesa de la Unidad Democrática, Table de l'unité démocratique) contre le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) [2] du président.

Inévitablement, la majorité bolivarienne verra ses rangs diminuer dans la nouvelle Assemblée. De combien de députés ? Le gouvernement pourra-t-il poursuivre son programme de grandes réformes ? L'opposition aura-t-elle les moyens de freiner la révolution ?

Tels sont les enjeux. En sachant que 60 % des parlementaires (soit 99 sièges) sont élus au scrutin uninominal, et les autres 40 % (soit 66 sièges) à la proportionnelle. La liste qui dépasse les 50 % des suffrages obtient automatiquement 75 % des sièges réservés au scrutin proportionnel. Ceci est fort important, car la Constitution prévoit que les lois organiques [3] doivent être votées par les deux tiers des députés, et que les grandes lois qui habilite le président à légiférer par décret, doivent l'être par les trois cinquièmes des députés.

Cela signifie que si l'opposition obtenait 56 sièges (sur 165), elle pourrait empêcher l'adoption de toute loi organique ; avec 67 sièges, elle rendrait impossible le vote de lois habilitantes. Or, jusqu'à présent, ce sont précisément les lois habilitantes qui ont permis la réalisation des principales réformes.

Voilà pourquoi la bataille Venezuela mobilise tant d'énergies et de ressources au sein des droites internationales. Cela explique aussi la hargne et l'agressivité des nouvelles campagnes de diffamation lancées, à l'échelle mondiale, contre le président Hugo Chavez. Ces derniers mois, les accusations les plus malveillantes se sont succédées. Les médias de haine ont d'abord fait grand bruit autour des problèmes de restrictions d'eau et de coupures d'électricité (aujourd'hui résolus) dont ils rendaient coupable le gouvernement, sans mentionner la seule et vraie cause : le changement climatique responsable de la sécheresse du siècle qui a frappé l'hiver dernier le pays.

Ils ont ensuite répété à satiété les accusations sans preuve avancées par l'ancien président de Colombie, Alvaro Uribe, à propos d'un supposé « Venezuela, sanctuaire des terroristes ». Dénonciations aujourd'hui abandonnées par le nouveau président Juan Manuel Santos après sa rencontre du 10 août avec Hugo Chavez. Celui-ci avait, une fois encore, redit que les guérillas doivent abandonner la lutte armée : « Le monde actuel n'est pas celui des années 1960. Les conditions ne se prêtent plus, en Colombie, à une prise du pouvoir. En revanche, la lutte armée est devenue le prétexte principal de l'Empire pour pénétrer à fond en Colombie et, à partir de là, agresser le Venezuela, l'Equateur, le Nicaragua et Cuba [4]. »

Puis il y a eu les affolantes campagnes sur l'insécurité. Comme si le problème - auquel les autorités s'attaquent avec

des moyens redoublés [5] - était nouveau. Voici, par exemple, ce qu'on pouvait lire - déjà en juillet 1995 ! - dans un reportage sur la saga de l'insécurité dans capitale vénézuélienne : « Une véritable psychose de peur hante Caracas.(...) La violence a atteint un tel degré de folie que les délinquants ne se contentent plus de voler.(...) On frappe pour le plaisir de frapper, on tue pour le plaisir de tuer. On s'acharne, on se saoule de cruauté. En une semaine, plusieurs personnalités - dont un célèbre joueur de base-ball (Gustavo Polidor), un chirurgien et un avocat - ont été assassinées sous les yeux de leur famille. L'insécurité est partout. Une cinquantaine de chauffeurs d'autobus de la capitale ont été tués depuis le début de l'année... [6]«

Contre toute évidence, les médias de haine répètent également que les libertés politiques seraient amputées et que la censure empêcherait toute liberté d'expression. Ils oublient de signaler que 80 % des stations de radio et des chaînes de télévision appartiennent au secteur privé, alors qu'à peine 9% sont publiques [7]. Ou que, depuis 1999, quinze élections démocratiques se sont tenues, et qui n'ont jamais été contestées par aucun organisme international de supervision. Comme le souligne le journaliste José Vicente Rangel : « Chaque citoyen peut adhérer à n'importe lequel des milliers de partis politiques, syndicats, organisations sociales ou associations, et se déplacer sur l'ensemble du territoire national pour débattre de ses idées et opinions sans limitation d'aucune sorte [8]. »

Depuis la première élection d'Hugo Chavez, en 1999, l'investissement social a quintuplé par rapport à la moyenne de celui réalisé entre 1988 et 1998. Cela a permis d'atteindre, avec cinq ans d'avance, presque tous les Objectifs du millénaire fixés par l'ONU pour 2015 [9]. Le taux de pauvreté a chuté de 49,4 % en 1999 à 30,2 % en 2006, et celui de misère de 21,7 % à 7,2% [10].

De résultats aussi prometteurs, méritent-ils vraiment tant de haine ?

[Medelu](#) . Paris. septembre 2010.

[1] Acción Democrática (social-démocrate), Alianza Bravo Pueblo (droite), Copei (démocrate-chrétien), Fuerza Liberal (ultralibéral), La Causa R (ex-communistes), MAS (Mouvement au socialisme, gauche conservatrice), Movimiento Republicano (néolibéral), PPT (Patrie pour tous, droite), Podemos (Pour la démocratie sociale, gauche conservatrice), Primero Justicia (ultralibéral) et Un Nuevo Tiempo (social-libéral).

[2] Fondé en 2007, le PSUV réunit presque toutes les forces politiques qui soutiennent la Révolution bolivarienne : Movimiento Quinta República, Movimiento Electoral del Pueblo, Movimiento Independiente Ganamos Todos, Liga Socialista, Unidad Popular Venezolana, etc. Le Parti communiste du Venezuela (PCV) n'a pas intégré le PSUV, mais il soutient la plupart de ses options et a signé avec lui un accord électoral.

[3] Une loi organique complète la Constitution et précise l'organisation des pouvoirs publics. Dans la hiérarchie des lois, elle se situe au-dessous de la Constitution, mais au-dessus des lois ordinaires.

[4] Clarín, Buenos Aires, 25 juillet 2010.

[5] Cf. Maurice Lemoine, « En proie à l'insécurité, Caracas brûle-t-elle ? », Le Monde diplomatique, Paris, août 2010.

[6] Ignacio Ramonet, « Le Venezuela, vers la guerre sociale ? », Le Monde diplomatique, juillet 1995.

[7] Ils « oublient » également de signaler que, au Honduras, par exemple, pendant le premier semestre de cette année, neuf journalistes ont été assassinés...

[8] www.abn.info.ve/node/12781

La bataille Venezuela

[9] http://news.bbc.co.uk/1/hi/spanish/specials/2009/chavez_10/newsid_7837000/7837964.stm

[10] www.radiomundial.com.ve/yvke/noticia.php?45387